

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	08/04/2013	2013-3079
ENREGISTREMENT	10/04/2013	114504/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 106

Séance du jeudi 28 mars 2013

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL FIXANT, POUR 2013 ET 2014, LES CONDI-
TIONS D'OCTROI D'UNE INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE DANS LE CADRE DU
RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE POUR CER-
TAINS TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIÉS QUI ONT TRAVAILLÉ 20 ANS
DANS UN RÉGIME DE TRAVAIL DE NUIT OU QUI ONT ÉTÉ OCCU-
PÉS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION ET SONT
EN INCAPACITÉ DE TRAVAIL

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 106 DU 28 MARS 2013 FIXANT, POUR
2013 ET 2014, LES CONDITIONS D'OCTROI D'UNE INDEMNITÉ COMPLÉMEN-
TAIRE DANS LE CADRE DU RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT
D'ENTREPRISE POUR CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIÉS
QUI ONT TRAVAILLÉ 20 ANS DANS UN RÉGIME DE TRAVAIL
DE NUIT OU QUI ONT ÉTÉ OCCUPÉS DANS LE SECTEUR
DE LA CONSTRUCTION ET SONT EN
INCAPACITÉ DE TRAVAIL**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 7, alinéa 2 qui dispose qu'une convention collective de travail peut être conclue au sein du Conseil national du Travail pour une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas ;

Vu l'article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ;

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003 et n° 17 tricies du 19 décembre 2006 ;

Vu la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodecies du 19 décembre 2001 ;

Considérant que les partenaires sociaux entendent prolonger de deux ans le régime particulier de chômage avec complément d'entreprise pour les travailleurs âgés d'au moins 56 ans qui ont une carrière professionnelle de 33 ans dont 20 ans dans un régime de travail de nuit ;

Considérant qu'ils veulent donner exécution à l'article 3 § 1^{er} de l'arrêté royal du 3 mai 2007 et prévoient la base juridique nécessaire pour un régime particulier pour certains travailleurs en incapacité de travail, qui ont été occupés dans le secteur de la construction ;

Considérant qu'il y a lieu, pour les branches d'activités qui ne relèvent pas d'une commission paritaire instituée ou lorsque la commission paritaire instituée ne fonctionne pas, d'établir également un régime supplétif permettant de mettre en œuvre, l'article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »

- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 28 mars 2013, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires est applicable.

CHAPITRE II – CADRE INTERPROFESSIONNEL

Article 2

§ 1^{er}. La présente convention collective de travail vise à octroyer, en cas de licenciement, une indemnité complémentaire aux travailleurs qui, au moment de la fin du contrat de travail, sont âgés de 56 ans ou plus et ont au moins 33 ans de carrière professionnelle, à condition :

- a) qu'au moment de la fin du contrat de travail, ils aient travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que visé à l'article 1^{er} de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodécies du 19 décembre 2001 ;

et

- b) qu'ils relèvent d'une commission ou sous-commission paritaire qui a conclu une convention collective de travail qui introduit ou prolonge un tel régime.

§ 2. Cette convention collective vise également à octroyer une indemnité complémentaire aux travailleurs qui, au moment où ils sont licenciés, répondent aux conditions suivantes :

- ils ont été occupés par un employeur qui relève de la commission paritaire de la construction ;
- ils disposent d'une attestation qui confirme leur incapacité à continuer leur activité professionnelle, délivrée par un médecin du travail ;
- dans la commission paritaire de la construction, une convention collective de travail doit avoir été conclue qui prévoit entre autres des conditions d'âge et de carrière qui ne pourront pas être inférieures à 56 ans et à 33 ans de carrière professionnelle en tant que travailleur salarié, ainsi qu'une condition relative à l'aptitude au travail.

§ 3. Cette convention collective de travail est conclue conformément à l'article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise.

Commentaire

L'article 3, § 1^{er} de l'arrêté royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise prévoit un régime de chômage avec complément d'entreprise pour les travailleurs licenciés visés à l'article 1^{er} à condition que ce régime soit instauré par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du Travail.

La présente convention collective de travail exécute cette disposition pour la période 2013-2014.

CHAPITRE III – PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET CONDITIONS D’OCTROI D’UN RÉGIME D’INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGES LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D’ACTIVITÉ QUI NE RELÈVE PAS D’UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE NE FONCTIONNE PAS

Article 3

La présente convention collective de travail vise également à instaurer, en dérogation à l'article 2, § 1^{er}, b), un système d'octroi d'un régime d'indemnisation complémentaire au bénéfice de certains travailleurs âgés licenciés, occupés dans une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsque la commission paritaire instituée ne fonctionne pas.

Commentaire

La présente disposition reprend le régime supplétif de chômage avec complément d'entreprise pour 20 ans de travail de nuit.

Article 4

En application de l'article 3, les employeurs ressortissant à une commission paritaire non instituée ou à une commission paritaire qui ne fonctionne pas peuvent mettre en œuvre, par voie d'adhésion, le régime visé à l'article 2 de la présente convention.

L'adhésion peut prendre la forme d'une convention collective de travail, d'un acte d'adhésion établi conformément à l'article 5, ou d'une modification du règlement de travail.

Elle porte exclusivement sur le régime et ses conditions d'octroi, visés à l'article 2.

Quelle que soit la forme de l'adhésion, le dépôt doit se faire au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Article 5

L'acte d'adhésion est établi dans le respect de la procédure suivante et conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention.

L'employeur communique le projet d'acte d'adhésion par écrit à chaque travailleur.

Pendant huit jours à dater de cette communication écrite, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant ce même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations à l'inspecteur social chef de direction de la Direction générale Contrôle des Lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Passé ce délai de huit jours, l'employeur dépose l'acte d'adhésion au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, accompagné du registre.

Article 6

En cas de litiges relatifs à l'application des articles 4 et 5 à l'exception de ceux portant sur le règlement de travail, le Conseil national du Travail, saisi par la partie la plus diligente, désignera, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

Commentaire

En ce qui concerne les litiges relatifs au règlement de travail, il est rappelé que ce sont les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail qui s'appliquent.

Ceux-ci disposent que si, pour une branche d'activité, il n'existe pas de commission paritaire, le ministre compétent en la matière, informé du différend par le président du conseil d'entreprise, ou, lorsqu'il n'existe pas de conseil d'entreprise, le fonctionnaire désigné par le Roi saisit le Conseil national du Travail qui désigne, pour se prononcer sur le différend, la commission paritaire dont relèvent les entreprises ayant une activité similaire.

CHAPITRE IV – MODALITÉS D'APPLICATION

Article 7

Le régime visé aux articles 2 et 3 bénéficie aux travailleurs qui sont licenciés sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail et qui sont âgés de 56 ans ou qui sont plus âgés conformément aux conditions qui sont prévues dans la convention collective de travail du secteur de la construction, au cours de la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 et peuvent se prévaloir au moment de la fin du contrat de travail d'une carrière professionnelle en tant que travailleur salarié d'au moins 33 ans ou d'une carrière professionnelle en tant que travailleur salarié plus longue, prévue dans une convention collective de travail du secteur de la construction.

En outre, ces travailleurs doivent pouvoir justifier qu'au moment de la fin du contrat de travail :

- soit ils ont travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que visé à l'article 1^{er} de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995, n° 46 septies du 25 avril 1995 et n° 46 duodécies du 19 décembre 2001 ;
- soit ils ont été occupés par un employeur relevant de la commission paritaire de la construction et disposent d'une attestation qui confirme leur incapacité à continuer leur activité professionnelle, délivrée par un médecin du travail.

Le travailleur qui réunit les conditions prévues aux alinéas précédents et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2014 maintient le droit à l'indemnité complémentaire.

Article 8

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour le montant de l'indemnité complémentaire, il est fait application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994, n° 17 vicies du 17 décembre 1997, n° 17 vicies quater du 19 décembre 2001, n° 17 vicies sexies du 7 octobre 2003 et n° 17 tricies du 19 décembre 2006.

CHAPITRE V – ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Article 9

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle produit ses effets le 1^{er} janvier 2013 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2014.

Fait à Bruxelles, le vingt-huit mars deux mille treize.

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

MODÈLE

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 106 DU 28 MARS 2013 INSTAURANT ET DÉTERMINANT LA PROCÉDURE DE MISE EN ŒUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN RÉGIME D'INDEMNISATION COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS ÂGÉS LICENCIÉS, OCCUPÉS DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITÉ QUI NE RELÈVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE OU LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE INSTITUÉE NE FONCTIONNE PAS

ACTE D'ADHÉSION

À renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

- * Identification de l'entreprise :
- * Adresse :
.....
- * Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
.....
- * Numéro de commission paritaire :

Je soussigné(e),, représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à la convention collective de travail n° 106 du 28 mars 2013.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	08/04/2013	2013-3079
REGISTRATIE	10/04/2013	114504/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 106

Zitting van donderdag 28 maart 2013

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST TOT VASTSTELLING, VOOR 2013 EN 2014,
VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN AANVULLENDE
VERGOEDING IN HET KADER VAN DE REGELING VAN WERKLOOSHEID
MET BEDRIJFSTOESLAG VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS
DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE 20 JAAR NACHTARBEID
HEBBEN VERRICHT OF TEWERKGESTELD ZIJN IN HET
BOUWBEDRIJF EN ARBEIDSONGESCHIKT ZIJN

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 106 VAN 28 MAART 2013 TOT VAST-
STELLING, VOOR 2013 EN 2014, VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKEN-
NING VAN EEN AANVULLENDE VERGOEDING IN HET KADER VAN DE
REGELING VAN WERKLOOSHEID MET BEDRIJFSTOESLAG VOOR
SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN
EN DIE 20 JAAR NACHTARBEID HEBBEN VERRICHT OF
TEWERKGESTELD ZIJN IN HET BOUWBEDRIJF
EN ARBEIDSONGESCHIKT ZIJN**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 7, tweede alinea waarin is bepaald dat in de Nationale Arbeidsraad een collectieve arbeidsovereenkomst kan worden gesloten voor een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer een opgericht paritair comité niet werkt;

Gelet op artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003 en nr. 17 tricies van 19 december 2006;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001;

Overwegende dat de sociale partners de bijzondere regeling van werkloosheid met bedrijfstoeslag voor werknemers van minstens 56 jaar met een loopbaan van 33 jaar waarvan 20 jaar in een stelsel van nachtarbeid met twee jaar verlengen;

Overwegende dat ze uitvoering willen geven aan artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 en voorzien in de rechtsbasis die nodig is voor een bijzondere regeling voor bepaalde arbeidsongeschikte werknemers die tewerkgesteld zijn in het bouwbedrijf;

Overwegende dat voor de bedrijfstakken die niet onder een opgericht paritair comité ressorteren of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt, eveneens een suppletieve regeling moet worden gesloten om uitvoering te kunnen geven aan artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit tot regeling van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen

- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979

- de Boerenbond

- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 28 maart 2013 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze overeenkomst geldt voor de werkgevers en de werknemers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is.

HOOFDSTUK II - INTERPROFESSIONEEL KADER

Artikel 2

- § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst beoogt een aanvullende vergoeding toe te kennen aan werknemers, indien zij worden ontslagen, die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst 56 jaar of ouder zijn en een beroepsverleden hebben van ten minste 33 jaar op voorwaarde:

a) dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst ten minste 20 jaar hebben gewerkt in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001;

en

b) dat zij vallen onder een paritair comité of subcomité die hierover een collectieve arbeidsovereenkomst heeft afgesloten die dergelijk stelsel invoert of verlengt.

§ 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst strekt er ook toe een aanvullende vergoeding toe te kennen aan de werknemers die op het ogenblik waarop ze worden ontslagen, voldoen aan de volgende voorwaarden:

- Ze werden tewerkgesteld door een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het bouwbedrijf.
- Ze beschikken over attest van een arbeidsgeneesheer dat hun ongeschiktheid tot voortzetting van hun beroepsactiviteit bevestigt.
- In het paritair comité voor het bouwbedrijf moet een collectieve arbeidsovereenkomst zijn gesloten die onder meer voorziet in de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden die niet lager mogen zijn dan 56 jaar en een beroepsloopbaan van 33 jaar als werknemer als ook een voorwaarde inzake de arbeidsgeschiktheid.

§ 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ingevolge artikel 3, § 1 van het Koninklijk Besluit van 3 mei 2007 tot regeling van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag.

Commentaar

Artikel 3, § 1 van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 tot regeling van een stelsel van werkloosheid met bedrijfstoeslag voorziet voor de in artikel 1 vermelde ontslagen werknemers in een regeling van werkloosheid met bedrijfstoeslag op voorwaarde dat dergelijk stelsel wordt ingesteld door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van de Nationale Arbeidsraad.

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst geeft voor de periode 2013-2014 uitvoering aan deze bepaling.

HOOFDSTUK III - PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR COMITE NIET WERKT

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst beoogt tevens in afwijking van artikel 2, § 1 b) een stelsel in te voeren voor de toekenning van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen en die tewerkgesteld zijn in een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt.

Commentaar

Deze regeling herneemt de supplettoire regeling van SWT voor 20 jaar nachtarbeid.

Artikel 4

In toepassing van artikel 3 kunnen werkgevers die ressorteren onder een niet opgericht paritair comité of een paritair comité dat niet werkt de in artikel 2 van deze overeenkomst genoemde regeling ten uitvoer te leggen door middel van een toetreding.

Deze toetreding kan gebeuren in de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst, een toetredingsakte opgemaakt overeenkomstig artikel 5 of een wijziging van het arbeidsreglement.

Zij heeft uitsluitend betrekking op de regeling en de voorwaarden voor de toekenning ervan, zoals bedoeld in artikel 2.

Ongeacht de vorm van de toetreding moet de neerlegging gebeuren ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 5

De toetredingsakte wordt opgemaakt overeenkomstig de volgende procedure en volgens het model dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Het ontwerp van toetredingsakte wordt door de werkgever aan elke werknemer schriftelijk meegedeeld.

Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen kan de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan de sociaal inspecteur-directiehoofd van de Algemene Directie Toezicht op de Sociale Wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg waar de onderneming gevestigd is. De naam van de werknemer mag niet meegedeeld of ruchtbaar gemaakt worden.

Na deze termijn van acht dagen wordt de toetredingsakte, samen met het register, door de werkgever neergelegd ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Artikel 6

In geval van geschil betreffende de toepassing van de artikelen 4 en 5, met uitzondering van de geschillen inzake het arbeidsreglement, zal de Nationale Arbeidsraad, waarbij de zaak door de meest gereede partij aanhangig is gemaakt, teneinde uitspraak te doen het paritair comité aanwijzen waaronder de werkgevers met een soortgelijke activiteit ressorteren.

Commentaar

Wat de geschillen inzake het arbeidsreglement betreft, wordt in herinnering gebracht dat de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen van toepassing zijn.

Daarin is bepaald dat, indien er voor een bedrijfstak geen paritair comité bestaat, de terzake bevoegde minister, die door de voorzitter van de ondernemingsraad van het geschil in kennis is gesteld, of, wanneer er geen ondernemingsraad bestaat, de door de Koning aangewezen ambtenaar de zaak aanhangig maakt bij de Nationale Arbeidsraad die, teneinde uitspraak te doen over het geschil, het paritair comité aanwijst waaronder de ondernemingen ressorteren die een soortgelijke activiteit hebben.

HOOFDSTUK IV - TOEPASSINGSREGELS

Artikel 7

De in artikel 2 en 3 vastgelegde regeling geldt voor de werknemers die worden ontslagen, behalve om een dringende reden in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die 56 jaar zijn of die ouder zijn overeenkomstig de voorwaarden waarin de collectieve arbeidsovereenkomst van de bouwsector voorziet, gedurende de periode van 1 januari 2013 tot 31 december 2014 en die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsverleden als werknemer van ten minste 33 jaar of een langer beroepsverleden als werknemer waarin een collectieve arbeidsovereenkomst van de bouwsector voorziet, kunnen laten gelden.

Die werknemers moeten bovendien kunnen bewijzen dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst:

- ofwel ten minste 20 jaar hebben gewerkt in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995, nr. 46 septies van 25 april 1995 en nr. 46 duodecies van 19 december 2001;
- ofwel tewerkgesteld zijn door een werkgever die behoort tot het Paritair Comité voor het Bouwbedrijf en beschikken over een attest dat hun ongeschiktheid tot voortzetting van hun beroepsactiviteit bevestigt, afgegeven door een arbeidsgeneesheer.

De werknemer die de in de vorige alinea's vastgestelde voorwaarden vervult en wiens opzegtermijn na 31 december 2014 verstrijkt, behoudt het recht op de aanvullende vergoeding.

Artikel 8

Voor de punten die niet door deze overeenkomst geregeld zijn, onder andere wat het bedrag van de aanvullende vergoeding betreft, wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994, nr. 17 vicies van 17 december 1997, nr. 17 vicies quater van 19 december 2001, nr. 17 vicies sexies van 7 oktober 2003 en nr. 17 tricies van 19 december 2006.

HOOFDSTUK V - INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 9

Deze overeenkomst is gesloten voor bepaalde tijd. Zij heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013 en treedt buiten werking op 31 december 2014.

Gedaan te Brussel, op achtentwintig maart tweeduizend dertien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

MODEL

UITVOERING VAN ARTIKEL 4 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 106 VAN 28 MAART 2013 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFS-TAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR COMITE NIET WERKT

TOETREDINGSAKTE

Terug te sturen aan de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg

* Identificatie van de onderneming

* Adres

.....

* RSZ-inschrijvingsnummer

.....

* Nummer paritair comité

Ondergetekende,, die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tot de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 106 van 28 maart 2013.